

## Quelques réflexions sur notre organisation

### Préambule

François Hollande, et à sa suite le parti socialiste, serait devenu social-libéral le 14 janvier 2014. L'analyse politique montre plutôt qu'une longue transition achevée depuis le début du siècle a abouti à ce « coming out ». Bien sûr, tant qu'on reste sur le plan moral (la trahison) on est incapable de comprendre ce qui se passe : seuls ont été trahis ceux qui ne connaissaient pas l'histoire du PS ni celle de ses dirigeants, ou qui se sont mis des œillères. S'ils sont nombreux dans la gauche, c'est un diagnostic très préoccupant. En dehors des organisations politiques, on peut encore comprendre qu'une partie de la population n'avait pas les moyens d'appréhender complètement la dérive et sa signification, en particulier grâce à la généreuse complaisance des grands media pour la « pensée » unique. Mais le fait est bien là, le passage au social-libéralisme est net. Nous ne nous appesantirons pas plus sur ce point pour nous intéresser plutôt aux problèmes d'organisation qu'affronte la gauche.

Soyons honnêtes : les partis boitent, et aucun n'y échappe

Entre dirigeants et militants des partis s'installe un type de relation qui reproduit le fonctionnement entre gouvernants et peuple au niveau du pays : le parti joue son rôle d'appareil idéologique en reproduisant la relation de classe dominante. Rien de bien nouveau. Prenons l'exemple du PS qui est un parti de gouvernement complètement intégré dans la structure de la Vème république, malgré les positions (aujourd'hui bien oubliées) de son premier secrétaire général sur *Le coup d'Etat permanent*. Transformé comme l'UMP en machine électorale au service du candidat du moment et en club de soutien à l'élu, il reflète l'aplatissement de la discussion politique générale et sa transformation en théâtre de communication, focalisé sur la personnalité du chef et la sacralisation du vote comme seul mode d'expression admissible. Il reste bien une minorité de frondeurs dans le PS, mais ils sont prisonniers du système de représentation et ne voient pas d'issue ou conservent prudemment leur siège moelleux pour les plus chanceux. Dans ce qui reste de sa base militante le PS laisse des orphelins sur le bord de la route, qui ont bien du mal à trouver ailleurs un havre d'accueil satisfaisant.

Il n'y en aurait pas à gauche ? Pourtant, le Front de Gauche, ce n'est pas ça justement ? Ca devrait l'être, et cela a paru l'être pendant les années ascendantes, mais quelques héritages difficiles à transgresser et une culture de l'autorité bien ancrée ont amené au blocage actuel : pour rendre l'ouverture possible il faudra s'extraire de la fixation sur la structure classique de parti et sur la forme « cartel d'organisations politiques ».

Ne minimisons pas les divergences de stratégie au sommet : il est effectif que l'évaluation du positionnement du parti socialiste divise profondément les organisations, divergence qui était déjà un point de rupture à gauche dans les années 2005-2007, alors que le PS avait depuis un moment clairement basculé dans la « modernité ». Et pour la seconde fois en moins d'une décennie le jeu des partis ancrés dans le système de représentation dominant fait éclater la cohérence du mouvement populaire. Peut-être le temps est-il venu de repenser les structures ?

Ne minimisons pas non plus les tactiques : quand Mitterrand rêve de la gauche américaine, il broie le parti communiste dans la « gauche unie » ; quand il faut engager complètement le virage social-libéral sous Jospin, Jean-Christophe Cambadélis neutralise les oppositions potentielles en inventant

la « gauche plurielle ». Et aujourd'hui on essaie de réinventer une nouvelle poudre (mouillée) avec un « rassemblement le plus large possible » sur des bases identiques et avec (quasi) les mêmes acteurs ? Ce n'est pas sérieux. Remarque : « gauche » a disparu de l'appellation, ce qui est loin d'être innocent et permet à Mme Kosciusko Morizet ou Mr Juppé de la réutiliser depuis peu.

Résultat de tout cela : massivement les citoyens sont perdus ou n'y croient plus, et ceux qui se sont réduits au rôle de consommateurs passifs délèguent à des représentants adeptes de la méthode forte le règlement supposé de leurs problèmes. Le refus du jeu politique tel que les gens le ressentent est très fort, l'abstention aux élections n'en est que la pointe de l'iceberg. Et il ne faut pas se le cacher : la différence de la gauche est incompréhensible à la plupart. Cela oblige quand même à se poser la question de notre identité et de la qualité de notre discours.

Quelles sont les forces potentiellement alternatives « libérées » par la crise de la représentativité et qui sont à la recherche d'un lieu d'existence depuis lequel agir et parler ?

Essayons d'en lister quelques catégories (il y en a certainement d'autres) :

- Des militants du PS qui se réclament de la gauche, déstabilisés par l'évolution idéologique et autoritaire de leurs dirigeants ;
- Des militants du Front de Gauche lassés des confusions stratégiques, des compromissions, de la culture d'appareil et des querelles de chefs ;
- De nouveaux militants qui se réfugient dans des avatars sociaux-démocrates ou dans une multitude de petits partis dispersés sans queue ni tête ;
- Des engagés actifs dans la vie associative mais sans projection politique ;
- Des militants potentiels qui ne se retrouvent nulle part ;
- Des militants non-encartés du Front de Gauche qui trouvent leur place dans la militance de base mais sont écartés des discussions et décisions des échelons supérieurs.

Cela finit par faire pas mal de monde au bord de la route, en dehors et dans le Front de Gauche. On se croirait au Tour de France : la foule en dehors et dans le jeu quelques-uns qui mouillent le mauvais maillot à l'insu de leur plein gré.

Comment faire converger toutes ces forces militantes vers un pôle alternatif ?

Ces hommes et femmes ne sont pas absorbables dans les partis existants, ils sont rétifs pour beaucoup au centralisme, démocratique ou pas, mais désireux de prendre la parole : regardons comme PODEMOS a surgi du mouvement des indignés en Espagne ou comment la Bosnie se découvre une nouvelle coalition de gauche.

Si on cherche dans l'existant en France, il n'y a aujourd'hui pas d'autre lieu de rassemblement potentiel que le Front de Gauche. Mais il ne sera redynamisé et élargi au-delà de la crise qui le traverse actuellement que si on s'en donne les moyens : au minimum rompre les structures étouffantes, renouveler les pratiques de décision et sortir de l'électoratisme conformiste. Repartir de zéro vers d'autres « fronts unis, larges ou autres... » nous ferait simplement reculer et remettre la

solution aux calendes grecques une fois de plus. Mieux vaut attaquer le problème de l'intérieur : se doter d'une direction autonome et collégiale, trouver la forme appropriée de l'adhésion directe, repenser les structures en termes de réseau plus que de pyramide, faire circuler les flux d'information dans tous les sens. Et repartir dans cette dynamique basée sur la discussion la plus approfondie possible, en recherchant systématiquement les convergences productrices de sens. Etoffer le programme « L'humain d'abord » qui reste encore bien rachitique : si l'apport de forces nouvelles n'a que ce seul effet, ce sera déjà un grand pas en avant. Au lieu d'essayer de faire nombre derrière un programme figé en slogan, ne serait-il pas plus prometteur de se rassembler pour élaborer et porter ensemble un programme en (r)évolution ?

Ceci suppose de mettre en cause la « forme parti » et la « forme cartel », de repenser l'organisation dans une perspective d'alternative au système capitaliste en place. N'oublions pas que penser à gauche, c'est penser autrement, et collectivement. Et l'organisation doit en quelque sorte préfigurer la société que nous voulons construire : c'est pour cela que la question n'est pas triviale. Si les structures collectives sont organisées de façon conservatrice, la pensée collective a peu de chance d'être très innovante. La révérence à l'appareil ne nous permet pas de nous différencier de ceux que nous combattons. L'arme de la critique ne doit pas oublier la critique des armes...

L'enjeu est de taille. N'oublions pas que sur les débris de l'UMP et avec un FN recomposé, qui investit énormément dans la formation de cadres, surgira une droite dure, plus forte et plus offensive que l'actuelle, qui surfera allègrement sur la complaisance de la majorité des médias et touchera une fraction politiquement ignorante de plus en plus grande de la jeunesse. Le reste de la droite inclura inévitablement le nouveau social-libéralisme avec lequel certains s'obstinent à vouloir s'allier. Il sera alors trop tard pour regretter une alliance contre-nature, paralysante, qui discréditera la gauche au-delà de ceux qui l'auront pactée.

Alors, pas de défaitisme : cela s'est fait ailleurs, chez nous aussi il est possible de se remettre en cause. La gauche bolivienne a traversé deux décennies de « creux » avant de prendre le pouvoir grâce à un bouleversement profond de son fonctionnement et de ses structures, sur la base de la communauté indigène, inscrite dans l'histoire et la culture du pays. En France nous avons nos propres références à exploiter : par exemple il y a plus d'adhérents dans les syndicats que dans les partis politiques, 40% des adultes sont engagés dans la vie associative et l'esprit de résistance est une caractéristique historique du peuple. Cela donne des pistes pour réfléchir autrement et ensemble. L'initiative "Pour un autre Futur... Prenez le pouvoir" ([www.asso-fdg.fr](http://www.asso-fdg.fr)) est dans cette optique une initiative particulièrement heureuse !

*Helmut Pitsch, FdG 92320, 27/10/14.*